

Questions orales

constater que ce gouvernement est résolu à pratiquer une saine gestion publique. Nous atteindrons notre objectif.

Nous savons cependant que beaucoup de gens ont besoin de l'aide du gouvernement. C'est très facile de faire comme le premier ministre de l'Alberta, de procéder à des réductions et de mettre des gens au chômage, mais lorsqu'il agit ainsi, il ne fait que transférer le problème d'Edmonton à Ottawa. Il ne fait que déplacer le problème d'un palier de gouvernement à un autre.

Nous faisons notre possible, mais nous ne pouvons atteindre nos objectifs en un jour. Si nous réussissons à ramener le déficit à 3 p. 100 du PNB en trois ans, nous aurons tenu notre promesse. Il s'agit d'un objectif réalisable, et je suis certain que nous l'atteindrons.

M. Preston Manning (Calgary-Sud-Ouest): Monsieur le Président, je rappelle au premier ministre que la différence nette entre les montants que le gouvernement fédéral a soutirés à l'Alberta au cours des 25 dernières années et ceux qu'il a dépensés s'élève à environ cent milliards de dollars. Ses insinuations ne sont donc pas très justes.

J'ai une autre question supplémentaire à poser. Dans son budget, le gouvernement prévoit comprimer les dépenses de près de quatre milliards de dollars, d'ici 1996-97, en réformant les programmes sociaux. Or, bien des Canadiens ne croient pas que le gouvernement ira jusqu'au bout dans ces réductions des dépenses sociales pendant qu'il fera un effort particulier pour vanter les avantages du fédéralisme auprès du Québec.

Le premier ministre déclarera-t-il sans équivoque à la Chambre que le gouvernement fédéral poursuivra jusqu'au bout son plan de compressions des dépenses, quoi qu'il advienne?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre): Monsieur le Président, il est très facile pour le chef du Parti réformiste de se rendre compte de ce que le gouvernement est en train de faire. Il n'a qu'à regarder ce que nous avons fait jusqu'à maintenant.

Nous avons mis en oeuvre toutes les compressions et mesures promises dans le livre rouge. Tout est dans ce livre. J'ai dit, pendant la campagne électorale, de consulter la page 107. D'ici la fin de notre mandat, ces engagements se seront réalisés. Si vous jetez un coup d'oeil au budget qu'a présenté le ministre des Finances, vous constaterez que chacun de ces engagements s'est réalisé, non pas en quatre ans, mais en quatre mois.

* * *

● (1435)

[Français]

LA SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE

M. Maurice Dumas (Argenteuil—Papineau): Monsieur le Président, hier, dans une déclaration surprenante, le ministre du Développement des ressources humaines a clairement évoqué, pour la première fois, son désir de réformer en profondeur le régime de sécurité de la vieillesse. Il a même eu le culot et l'arrogance de placer les Canadiens devant un choix odieux, soit financer le régime de pension ou établir des programmes de formation pour les jeunes.

Le ministre, se souvenant de ses propos et de ceux de ses collègues lorsqu'ils étaient dans l'opposition, pourrait-il cesser de placer de façon démagogique les Canadiens devant un choix indécent, à savoir choisir ou la sécurité de la vieillesse ou les programmes de formation pour les jeunes?

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre du Développement des ressources humaines et ministre de la Diversification de l'Économie de l'Ouest canadien): Monsieur le Président, nous du gouvernement sommes très fiers de la réussite des programmes des gouvernements libéraux depuis les 30 ou 40 dernières années, en ce qui concerne les personnes âgées, mais en même temps, il faut faire face à la nouvelle réalité. Dans les prochaines années, le nombre des personnes éligibles aux programmes de la sécurité de la vieillesse doublera. Par conséquent, nous devons examiner le système avec les Canadiens afin de développer un programme stable et fort pour les personnes âgées, à l'avenir.

Tel que mentionné lors du discours sur le Budget, il y aura une étude qui sera entreprise avec la concertation de tous les Canadiens et Canadiennes, avec toutes les personnes âgées afin de développer des idées, des sujets concernant leurs soucis et aussi développer un programme pour l'avenir. Voilà l'objectif de mes remarques: avoir un dialogue sérieux à ce sujet, à l'avenir.

M. Maurice Dumas (Argenteuil—Papineau): Monsieur le Président, je désire poser une question supplémentaire. Le ministre, par ses déclarations inquiétantes sur le régime de sécurité de la vieillesse, est-il en train de préparer le terrain pour faire encaisser aux personnes âgées une diminution importante de leur pension de sécurité de la vieillesse?

[Traduction]

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre du Développement des ressources humaines et ministre de la Diversification de l'Économie de l'Ouest canadien): Monsieur le Président, contrairement à ce qu'affirme le député, la raison pour laquelle nous croyons qu'il faille procéder à un examen objectif, franc et exhaustif de ces dossiers, c'est que nous voulons pouvoir offrir un système qui soit, d'une part, stable, efficace, équitable et juste pour les personnes âgées et, d'autre part, conforme à la capacité financière du Canada. Pour cela, il nous faut examiner les régimes de retraite, les programmes de la fonction publique et, enfin, toute la gamme des avantages.

Il n'y a que les députés d'en face pour faire l'autruche et tenir mordicus au statu quo. Quant à nous, nous voulons que l'avenir sourie aux Canadiens.

* * *

LA DETTE NATIONALE

M. Jim Silye (Calgary—Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Les prévisions budgétaires du ministre étaient fondées sur deux hypothèses: que les recettes augmenteraient de 8 p. 100 et que les taux d'intérêt se maintiendraient, au cours des trois prochaines années, aux niveaux peu élevés actuellement en vigueur. Moins de trois semaines après la présentation de ce budget, nous commençons déjà à voir combien ces hypothèses étaient par trop optimistes.